

« L'horeca n'a pas besoin de privilèges mais d'un cadre cohérent »

Gondola foodservice, 27 juin 2025, François Remy

Le président faisant fonction de la Fédération Horeca Wallonie, Emmanuel Didion, a réagi à l'analyse sectorielle de la restauration en Belgique signée Gondola Foodservice (GFS). Un rapport qui « a le mérite de poser des questions franches, avec une lecture économique assumée », a-t-il retenu, avant d'y apporter ces remarques complémentaires.

Des données révélant que la Belgique présente l'un des réseaux horeca les plus denses d'Europe, avec les conséquences logiques que cela induit en termes de concurrence, et les observations d'un économiste influent, Étienne de Callataÿ, estimant qu'« une économie belge avec moitié moins de cafés et de restaurants ne serait pas la fin du monde ». Cette analyse signée GFS ne pouvait pas échapper à Emmanuel Didion, General Manager de l'hôtel Martin's Agora et président de la Fédération Horeca Wallonie.

« Cela a le mérite de poser des questions franches, avec une lecture économique assumée. Merci à Étienne de Callataÿ pour cette contribution stimulante au débat », a-t-il d'emblée reconnu, avant de développer des nuances importantes.

« L'horeca ne se résume pas à des bilans fragiles. C'est un secteur profondément humain, ancré dans la vie sociale, qui crée de l'emploi, du lien, et joue un rôle clé dans l'attractivité de nos centres-villes ».

« Une approche à la hauteur de l'impact »

Pour Emmanuel Didion, il est essentiel de considérer un café ou un restaurant non pas comme un simple commerce mais comme un lieu de vie. À destination des consommateurs, naturellement, mais à l'initiative de professionnels s'impliquant avec passion dans ces métiers exigeants. « Oui, les défis sont réels – transparence, durabilité, qualité de l'emploi – mais les ignorer ou les caricaturer ne fera pas avancer le débat », insiste-t-il.

Le président wallon faisant fonction réclame au passage que les raccourcis réducteurs soient enfin évités car le secteur mérite mieux : une approche lucide, structurée et constructive, à la hauteur de son impact, tant sur le plan économique que dans ses dimensions sociales.

« L'horeca n'a pas besoin de privilèges, mais d'un cadre clair, cohérent, équitable », plaide-t-il, rappelant le rôle crucial joué par les Fédérations, qui construisent, avec les acteurs publics, des solutions concrètes.

Réagissant à l'analyse de GFS dans les colonnes de L'Avenir, Emmanuel Didion est allé chercher les raisons d'une concurrence accrue entre établissements horeca plutôt du côté des (sur)charges auxquels sont confrontés les professionnels.

Quid de la « fraude fiscale tolérée » ?

Quant au prétendu « traitement de faveur politique » dont bénéficieraient les restaurateurs et la fraude fiscale « tolérée par les autorités », il s'en défend en remémorant que « cela fait un certain nombre d'années que des caisses de type black box ou white box existent, avec un enregistrement du chiffre d'affaires. Cela permet un meilleur contrôle ».

Afin de démontrer que « le secteur est plus sain qu'il y a quelques années », le président de la Fédération Horeca Wallonie évoque la modernisation du système de caisse enregistreuse (SCE 2.0). Cette modification législative qui entrera en vigueur le 1er juillet prochain permet d'établir une communication directe avec le SPF Finances, permettant ainsi à celui-ci de suivre à distance qui utilise correctement la caisse.

Enfin, en réplique aux critiques formulées par Étienne de Callataÿ du fait que l'horeca recourt à du travail à bas coût, et notamment à des flexi-jobs, la Fédération wallonne justifie cette nécessité par la pénurie de main-d'œuvre qui force souvent les établissements à revoir leurs horaires d'ouverture ou leur capacité d'accueil.